



Vers un Partenariat Stratégique : Le Potentiel de la Coopération Germano-Marocaine

Annabelle Houdret & Mark Furness

Résumé

L'Allemagne et le Maroc sont liés par une coopération au développement de longue date, qui évolue dans un contexte régional et international en mutation. Ce partenariat mutuellement bénéfique pourrait être considérablement approfondi. Devenu un acteur clé en Afrique du Nord et de l'Ouest, le Maroc renforce son influence économique, militaire et géopolitique. Il bénéficie de l'expertise, des investissements et du soutien stratégique de l'Allemagne. L'Allemagne quant à elle s'appuie sur la coopération avec le Maroc pour promouvoir ses intérêts économiques, technologiques et diplomatiques en Afrique et en Méditerranée.

Aujourd'hui, les dynamiques mondiales redéfinissent la nature de la coopération. La coopération au développement traditionnelle en tant qu'aide apportée par les pays occidentaux aux pays du « Sud global » perd de sa pertinence. Elle évolue vers des relations transactionnelles au bénéfice des gains économiques, commerciaux et politiques mutuels. Cette approche pragmatique doit néanmoins rester ancrée dans des normes de coopération privilégiant droits humains, inclusion sociale et durabilité environnementale – des principes essentiels pour des avantages mutuels durables pour les deux sociétés.

L'Allemagne doit s'affirmer comme partenaire défendant clairement ses intérêts, alliant collaboration stratégique et économique à un soutien au développement durable et inclusif. Les compromis éventuels devront être identifiés et adressés ou, si nécessaire, l'Allemagne devra s'abstenir de coopérer dans certains domaines. Malgré un recul notable de la pauvreté, le Maroc fait face à des disparités socioéconomiques significatives et les inégalités se creusent sur fond de changement climatique, d'accès limité à la santé et à l'éducation et d'opacité de la gouvernance. Face à ces

défis, les partenaires internationaux peuvent soutenir le Maroc.

Le chancelier allemand Friedrich Merz a articulé une politique étrangère qui défend les intérêts et poursuit les valeurs du pays par le biais de partenariats solides avec des pays clés. La coopération au développement en est une composante centrale, tant pour soutenir le développement durable que pour faciliter une politique de coopération globale. Comme l'ont souligné nos interlocuteurs marocains du gouvernement, des institutions publiques, de la recherche de la société civile, il s'agit ici précisément du genre de relation que leur pays cherche à construire.

Quatre grands axes stratégiques seront probablement au centre de la coopération au cours de la prochaine décennie :

1. **Intérêts géostratégiques** – en particulier le statut du Sahara occidental et les relations africaines ;
2. **Infrastructure et investissements** – surtout infrastructures publiques, connectivité et énergie ;
3. **Emploi, compétences et migration** – autour de la migration légale, la formation professionnelle et des besoins du marché du travail des deux pays ; et
4. **Gouvernance pour le bien commun** – y compris l'action pour le climat et une gouvernance transparente, responsable et inclusive au niveau local et international.

En plus de 50 ans, la confiance entre l'Allemagne et le Maroc s'est considérablement renforcée dans le contexte de leur coopération au développement, offrant une base solide en vue d'un partenariat à visée plus stratégique. La réalisation de ce potentiel nécessite cependant de clarifier les priorités, la capacité d'adaptation et les lignes rouges de chaque pays.

De la coopération au développement à la politique de coopération

Le contexte international de la coopération au développement évolue rapidement, une tendance amplement abordée dans la littérature. Historiquement, la coopération au développement impliquait une aide financière, économique, institutionnelle et socioculturelle fournie par le « Nord global » à destination du « Sud global ». Au vu des défis d'ordre moral et politique, sa pertinence et son efficacité ont été remis en question.

Le déclin de l'influence de l'aide au développement traditionnelle reflète les changements dans l'influence économique, technologique et éthique du Nord global. Les pays donateurs ont de plus en plus aligné leur politique de développement sur les intérêts nationaux, et les pays du Sud global ont commencé à se demander si l'aide ne faisait pas que perpétuer l'exploitation coloniale (Taggart, 2025). La coopération au développement a alors évolué vers une « politique de coopération » centrée sur des partenariats mutuellement bénéfiques. Cette approche exige une définition claire des intérêts communs et des lignes rouges, en s'appuyant sur les réseaux, les instruments, l'expertise et la confiance mutuelle pour favoriser des relations stratégiques (Klingebiel & Sumner, 2025).

Cependant, cette approche comporte aussi des risques. À mesure que la coopération obéit toujours davantage à une logique transactionnelle, les inquiétudes relatives à la coopération avec des régimes autoritaires et aux tendances extractivistes du capital privé gagnent en importance. Pour garantir des partenariats efficaces, légitimes et durables, il est essentiel de respecter les valeurs universelles, les droits humains et la durabilité environnementale.

La coopération germano-marocaine offre l'occasion d'explorer le potentiel et les limites du modèle de la politique de coopération. Pour l'Allemagne, le Maroc est un partenaire essentiel en matière économique, migratoire et de sécurité en Méditerranée et en Afrique. Il offre des perspectives d'investissement (p. ex. dans l'automobile et l'aéro-

nautique, la production de batteries et les énergies renouvelables) et est un partenaire international important dans l'action climatique. Face aux défis structurels auxquels se heurte le Royaume, comme de profondes inégalités et un niveau élevé de chômage, dans un système politique centralisé et rentier, l'Allemagne peut offrir un soutien tout en faisant progresser les intérêts mutuels.

Une nouvelle relation peut faire fond sur les 50 années de coopération au développement fructueuse entretenue entre ces deux pays. Au Maroc, l'Allemagne est perçue comme un partenaire de confiance qui a contribué à l'amélioration des cadres juridiques et politiques liés à la fiscalité, à l'énergie, à l'eau et à l'environnement, et comme un « médiateur honnête » appuyant le dialogue au Maroc et à l'échelle internationale.

Ce policy brief s'appuie sur de précédentes analyses de la coopération germano-marocaine et sur des entretiens avec des décideurs politiques et des représentant-e-s de la recherche et de la société civile des deux pays. Il examine le potentiel d'un partenariat plus stratégique fondé sur la coopération dans quatre domaines :

- les intérêts géopolitiques
- les infrastructures et les investissements
- la création d'emplois, la formation et la migration
- la gouvernance pour le bien commun.

Nous décrivons les intérêts mutuels des deux pays et formulons des recommandations pour approfondir la coopération dans chacun de ces domaines (voir tableau 2). L'article conclut sur cinq recommandations générales en faveur de la mise en place d'une coopération stratégique entre l'Allemagne et le Maroc.

Développer une coopération stratégique

Le Maroc revêt une importance stratégique significative tant pour l'Allemagne que pour l'UE, qui à leur tour ouvrent des perspectives substantielles pour le Royaume. Un partenariat fondé sur une articulation claire des intérêts partagés ainsi que sur une compréhension des compromis et des

lignes rouges peut contribuer à une coopération plus ciblée et plus efficace dans un paysage géopolitique changeant.

La pertinence du Maroc pour l'Allemagne et l'UE couvre de multiples dimensions. Sur le plan économique, le pays devient un partenaire commercial plus important (tableau 1) qui offre un potentiel de croissance dans divers secteurs. Sur le plan stratégique, il est un partenaire essentiel pour la gouvernance des migrations et les politiques de sécurité. Sur le plan politique, il s'avère relativement stable dans une région instable. Le Maroc dispose des plus grandes réserves mondiales de phosphate, ingrédient essentiel des engrais, et détient d'importantes ressources en cobalt, argent et cuivre, importants pour la numérisation et la transition énergétique en Europe.

Le Maroc a tiré parti de sa position géographique et de ses liens politico-culturels avec l'Europe et l'Afrique, tout en approfondissant ses relations avec d'autres acteurs, dont l'Arabie saoudite, la Chine, les États-Unis, Israël, la Russie, et la Türkiye. Sa croissance économique et le développement des infrastructures attirent les investisseurs. Cependant, les disparités socioéconomiques persistantes, le changement climatique, la gouvernance centralisée et les régimes rentiers génèrent des tensions politiques susceptibles d'impacter l'Allemagne et l'UE. Les manifestations politiques récurrentes, dont le récent mouvement GenZ 212, illustrent ce mécontentement.

Les intérêts marocains en matière de coopération s'inscrivent dans le contexte géostratégique plus large de l'Afrique du Nord et du Sahel. Le pays se positionne comme un chef de file régional dans le Sud global et comme une passerelle vers l'Afrique de l'Ouest. Il ménage prudemment ses relations diplomatiques tout en subordonnant sa politique étrangère à l'objectif général de reconnaissance internationale de sa souveraineté sur le Sahara occidental (ses « provinces du Sud »).

Tableau 1: Coopération économique entre l'Allemagne et le Maroc (2022-2024)

	2022	2023	2024
Exportations Allemagne > Maroc	2 800	3 200	3 500
Croissance annuelle (%)	30,0	14,1	8,0
Exportations Maroc > Allemagne	2 100	2 800	3 200
Croissance annuelle (%)	34,4	33,2	14,9
IDE allemands au Maroc (stock)	1 423	1 489	s.o.
Croissance annuelle (%)	-2,5	4,6	s.o.
Coopération financière allemande avec le Maroc	277	312	465,50
Total de l'APD allemande au Maroc	347,33	361,50	s.o.

Sources : GTAI ; Office fédéral allemand de la statistique ; Deutsche Bundesbank ; KfW ; CAD de l'OCDE.
Chiffres libellés en euros (millions)

Le Royaume souhaite approfondir ses liens avec l'UE et l'Allemagne. L'UE représente près de la moitié de ses importations et près des deux tiers de ses exportations, et les investisseurs européens jouent un rôle clé dans le développement économique du pays. La diaspora marocaine en Europe renforce les liens socioculturels et économiques. Pour le Maroc, qui aspire à renforcer son profil international, l'influence des institutions de l'UE et des États membres sur les forums multilatéraux – notamment sur le changement climatique – est bénéfique. Le soutien étranger est également important pour relever les défis de l'emploi et de l'eau au Maroc et ainsi contribuer à gérer le mécontentement social.

Axe stratégique n° 1 : les intérêts géopolitiques

Les relations bilatérales entre l'Allemagne et le Maroc s'inscrivent dans un contexte d'évolution des alliances et des puissances mondiales sur le continent africain et au-delà. La sécurité, le commerce, l'énergie et les chaînes d'approvisionnement, mais aussi les questions de souveraineté nationale et de gouvernance internationale, sont des enjeux essentiels pour les deux pays.

Pour le Maroc, la question de sa souveraineté sur le Sahara occidental demeure non-négociable et d'intérêt national, celle-ci étant globalement considérée comme un élément essentiel de l'identité nationale. La plupart des États africains et de grands acteurs mondiaux tels que la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis se sont rapprochés du plan d'autonomie proposé par le Maroc.

Le Maroc poursuit un agenda géostratégique diversifié en Afrique. Sa coopération bilatérale dans les domaines de l'éducation, de la formation, des affaires religieuses et de la sécurité lui a permis d'étendre son soft power tout en resserrant les liens économiques et en redéfinissant la politique régionale. Des initiatives telles que l'Initiative Atlantique de 2023, centrée sur les « provinces du Sud », s'appuient sur les infrastructures maritimes et énergétiques marocaines pour lier le Maroc au Sahel et aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Le Maroc s'affirme en tant que plaque tournante et coopère avec l'*Alliance des États du Sahel*, qui s'est détournée de la France et d'autres pays européens pour se rapprocher de la Chine, de la Russie et de la Türkiye. Sur le plan stratégique, le Maroc entend consolider son influence politique et économique en Afrique tout en renforçant ses partenariats en Méditerranée et outre-Atlantique.

L'Allemagne s'est toujours conformée au processus des Nations Unies (NU) sur la question du Sahara occidental et a déclaré que le plan d'autonomie proposé par le Maroc pourrait servir de base à une solution négociée sous les auspices des NU. Berlin n'a pas soutenu sans réserve la souveraineté marocaine sur le territoire, contrairement aux États-Unis en 2020 ou à la France en 2024, dans le contexte des accords d'investissement signés pour un montant de 10 milliards d'euros. L'Allemagne aspire à préserver la crédibilité du droit international et du processus mené par les NU tout en reconnaissant l'importance stratégique croissante du Maroc.

La réorganisation des alliances sur le continent africain ouvre de nouvelles perspectives de coopération entre l'Allemagne et le Maroc. L'Initia-

tive Atlantique du Maroc peut faciliter les investissements dans les énergies renouvelables, les minéraux et les infrastructures, tout en soutenant la collaboration transatlantique. Pour l'Allemagne, le rôle du Maroc dans la diplomatie africaine offre une chance de faire avancer des objectifs communs (sécurité, stabilité et intégration économique). La coopération trilatérale entre l'Allemagne, le Maroc et les États africains pourrait permettre d'associer une expertise complémentaire à des investissements aux fins de soutenir le développement durable au Sahel et en Afrique subsaharienne. Les domaines de la gouvernance décentralisée, l'adaptation au changement climatique, la gestion de l'eau et les infrastructures vertes sont particulièrement prometteurs.

Un changement de la position allemande sur le Sahara occidental comporterait des risques. Le pays pourrait compromettre sa réputation de défenseur du droit international et des droits de la population sahraouie. Dans le cas contraire, il pourrait voir son accès aux initiatives économiques menées par le Maroc en Afrique limité. Malgré la solution provisoire actuelle dans le conflit concernant la validité de l'accord commercial et de pêche entre l'UE et le Maroc pour les produits du Sahara occidental, la question reste un facteur d'incertitude, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles du territoire. Toute réévaluation de la position de l'Allemagne affecterait également ses relations avec l'Algérie, principal rival du Maroc au Sahara occidental et sur la scène internationale. L'Algérie et l'Allemagne ont conclu un partenariat dans le domaine de l'énergie en 2015, complété par la création d'une task force algéro-allemande sur l'hydrogène en 2024.

L'Allemagne devrait procéder à une évaluation interministérielle approfondie des compromis entre sa position actuelle sur le Sahara occidental et son intérêt stratégique à l'égard d'une coopération plus intense avec le Maroc, y compris l'exploration de perspectives nouvelles dans le cadre de l'arrangement actuel. Tout alignement futur sur la position marocaine devrait être subordonné à la protection des droits des Sahraouis.

Au-delà de la question du Sahara occidental, l'Allemagne pourrait étendre sa coopération trilatérale avec le Maroc et ses partenaires africains, en s'orientant vers des projets socialement inclusifs et écologiquement durables. D'autres partenariats trilatéraux, notamment avec la Türkiye (commerce, textile, migration) et la Chine (production de batteries, secteur automobile), pourraient également présenter un intérêt. Les initiatives engagées par le Maroc, telles que l'Initiative Atlantique, pourraient aussi être utiles à Berlin dans le but de renforcer la coopération transatlantique et africaine. Pour maintenir sa crédibilité, l'Allemagne doit concilier ses positions de principe sur le droit international avec un engagement pragmatique, en appliquant une politique à la fois stratégique et fondée sur des valeurs.

Axe stratégique n° 2 : infrastructures et investissements

Depuis une vingtaine d'années, le Maroc connaît une forte croissance économique, il a renforcé ses infrastructures publiques et a officiellement atteint, en 2025, la catégorie des pays du PNUD à « développement humain élevé ». Des inégalités persistent néanmoins et les nouvelles priorités sociales et environnementales créent une demande et des opportunités pour les investissements étrangers.

Les priorités comprennent l'expansion des infrastructures, l'organisation d'événements internationaux tels que la Coupe d'Afrique des Nations (2025/26) et la Coupe du monde de la FIFA (2030), et le renforcement des capacités dans les secteurs de la santé et de l'eau. Le gouvernement encourage également les investissements de sa diaspora ainsi que de partenaires mondiaux comme l'Arabie saoudite – 12 milliards d'euros récemment engagés dans les secteurs hydrique et énergétique – et la Chine – 8 milliards d'euros d'investissements à ce jour. La stratégie de développement du Maroc met l'accent sur l'industrialisation dans des secteurs clés (automobile, aéronautique, pharmaceutique et défense), ainsi que sur son rôle de plaque tournante pour le commerce à travers le projet Tanger Med et de nouveaux

centres logistiques. Dans le même temps, le Royaume développe la production d'énergies renouvelables – couvrant déjà 45 % de la consommation nationale d'électricité – et aspire à s'engager dans l'exportation d'hydrogène. Ses ressources minérales renforcent encore son attrait pour les investisseurs. La croissance devra impérativement remédier à la répartition très inégale des revenus, de l'éducation, des possibilités d'emploi et de l'accès aux services de santé, de manière à prévenir l'instabilité politique (Dadoush & Saoudi, 2019).

L'Allemagne pourrait bénéficier des opportunités offertes par l'essor économique du Maroc. Le Royaume gagne en importance en tant que producteur et exportateur de véhicules en Europe, et sa base industrielle croissante offre des synergies avec les entreprises allemandes. Ses pôles logistiques et ses zones de libre-échange en pleine expansion sont également intéressants pour les investisseurs allemands. L'Allemagne est depuis longtemps impliquée dans les secteurs de l'énergie et de l'eau au Maroc ainsi que dans la gouvernance, domaines où son expertise est particulièrement appréciée. Le soutien à la transition énergétique et à la modernisation industrielle du Maroc va dans le sens de ses priorités en matière de production sobre en carbone et de sécurité des chaînes d'approvisionnement. Le gouvernement allemand a reconnu que les investissements devraient contribuer à un développement socialement inclusif et écologiquement durable.

Certaines initiatives marocaines offrent des opportunités pour la coopération germano-marocaine. L'Allemagne peut s'appuyer sur la confiance existante, une solide expertise technique et une collaboration fructueuse dans les secteurs de l'eau et de l'énergie pour resserrer les liens. L'expansion de la collaboration dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de la formation – comme le partenariat entre la société Fraunhofer et l'Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles (IRESEN) marocain – peut renforcer l'innovation dans les énergies renouvelables et les technologies vertes. L'expansion des infrastructures d'approvisionnement en eau,

de réutilisation des eaux usées et de dessalement représente un autre domaine prometteur, à condition qu'il desserve l'ensemble de la population à des prix abordables. La coopération trilatérale connexe en Afrique subsaharienne pourrait également tirer parti des intérêts communs et de l'expertise partagée.

Malgré sa dynamique de croissance, le Maroc est confronté à de profondes inégalités socio-économiques et à des problèmes de gouvernance. Dans certaines zones rurales, les services publics et les infrastructures de base font défaut, tandis que les investissements se concentrent sur les zones urbaines et les mégaprojets ; ces tendances creusent les disparités. La corruption et la recherche de rentes par les élites portent atteinte à un développement inclusif (Transparency Maroc, 2023). Par exemple, la réforme actuelle de la sécurité sociale permet certes d'élargir la couverture médicale, mais la base de financement du système reste fragile en raison de la fraude fiscale, alors que des acteurs privés tirent des profits excessifs du financement public (Ait Ouanna, 2024). Sur le plan environnemental, le Maroc souffre de l'impact du changement climatique et l'agriculture d'exportation à forte consommation d'eau risque de déstabiliser encore davantage les communautés rurales qui subissent déjà la baisse de la fertilité des sols et le stress hydrique. Les investissements allemands et européens ne devraient pas contribuer à renforcer, mais au contraire à atténuer ces tendances et ainsi éviter d'alimenter le mécontentement, l'instabilité et la migration.

Pour cette raison, tout engagement renforcé de l'Allemagne dans le développement industriel et infrastructurel du Maroc devra respecter des normes sociales et environnementales élevées. Les évaluations d'impact indépendantes et les mesures de protection pour prévenir les pratiques extractivistes jouent alors un rôle important. La coopération dans les domaines de l'eau, des énergies renouvelables et des infrastructures sensibles au climat est prometteuse, à condition de ne pas creuser les inégalités. L'urbanisation est une chance, non seulement en termes d'IDE mais

aussi de planification et de construction urbaines innovantes et sensibles au climat, qui incluent et servent les citoyen-e-s. L'Allemagne pourrait encore davantage promouvoir des réformes réglementaires et une gouvernance transparente dans des secteurs tels que l'énergie, l'eau et l'urbanisme et appuyer des mécanismes tels que les impôts, les taxes et les fonds d'indemnisation qui améliorent l'équité socioéconomique. Un renforcement de la recherche et de la formation professionnelle conjointes pourrait renforcer l'innovation et le développement des compétences dans l'intérêt des deux pays.

Axe stratégique n° 3 : migration, marchés du travail et formation

L'Allemagne et le Maroc souffrent tous deux d'un déséquilibre entre la main-d'œuvre qualifiée disponible et les besoins du marché du travail et ils se heurtent à des difficultés liées à la gouvernance de la fuite et des migrations. Face à ces tendances, des approches novatrices offrent des pistes prometteuses de coopération bilatérale stratégique pour le bénéfice mutuel des deux parties.

Malgré sa croissance économique, le Maroc est confronté à une crise de l'emploi importante, avec notamment 1,5 million de jeunes adultes engagés ni dans les études, ni dans l'emploi, ni en cours de formation (CESE 2023). Le changement climatique et la pénurie en eau affaiblissent considérablement les revenus de l'agriculture. Face à l'augmentation des tensions sociales, la création d'emplois est aujourd'hui une urgence nationale. S'inspirant aussi du système d'apprentissage dual allemand, le gouvernement s'emploie à aligner la formation professionnelle sur les besoins du marché du travail. La migration circulaire représente un autre domaine de coopération prometteur : le Maroc coopère ici avec la France et l'Espagne et lance des initiatives similaires avec l'Allemagne, telles que dans la formation pour l'hôtellerie, l'industrie mécanique et l'informatique. Au vu de ses propres besoins de professionnels de la santé, le Royaume se montre toutefois peu disposé à collaborer pour leur formation à destination de l'Allemagne. Au-delà de la mobilité de

la main-d'œuvre, il cherche à valoriser davantage les envois de fonds et les investissements de la diaspora.

Le Maroc pourrait devenir un partenaire stratégique de l'Allemagne pour mobiliser des professionnels qualifiés. Le recrutement informel actuellement opéré dans le secteur de la santé offre peu de sécurité aux travailleurs et aux employeurs et pourrait tirer avantage d'une approche plus formalisée. Des entreprises allemandes, telles que la Deutsche Bahn, ont exprimé leur intérêt à employer des professionnels marocains et des projets pilotes sont en cours dans plusieurs domaines pour une évaluation de la migration circulaire.

L'Allemagne s'appuie sur une approche de la migration fondée sur des valeurs, en garantissant une mobilité légale, humaine et bénéfique pour les deux pays. En appuyant le Centre pour la Migration et le Développement de l'UE, elle soutient les personnes rapatriées. Le développement de la migration circulaire et de la formation conjointe permettrait également de réduire les pressions migratoires irrégulières aux frontières de l'Europe, où les opérations de Frontex ciblent principalement la sécurité et le refoulement.

Le partenariat global en matière migratoire conclu entre l'Allemagne et le Maroc en 2024 vise à réduire la migration irrégulière et à promouvoir la migration légale de la main-d'œuvre. Les accords régionaux tels que celui conclu entre Tanger et la Basse-Saxe montrent la viabilité d'approches adaptées aux besoins locaux en main-d'œuvre. L'ANAPEC, l'Agence nationale marocaine de promotion de l'emploi et des compétences, a manifesté son intérêt pour un élargissement significatif des programmes pilotes en faveur de la migration légale. Actuellement centrées sur l'hôtellerie, l'informatique et la mécanique, les initiatives pourraient couvrir d'autres secteurs. L'expertise allemande en matière de formation professionnelle pourrait aussi être mise au profit de l'emploi dans d'autres pays de l'UE. Les partenariats dans l'enseignement supérieur en collaboration avec des entreprises et des instituts de recherche allemands et marocains offrent de nouvelles possi-

bilités de qualification tout en soutenant la création de connaissances.

L'engagement de la diaspora ouvre d'autres perspectives prometteuses. Le Fonds du Nord pour le développement et l'investissement (NORDEV) s'efforce d'orienter les transferts de fonds vers le développement local et le gouvernement encourage une diversification des investissements de la diaspora.

Ces opportunités de collaboration plus stratégique s'accompagnent toutefois de défis. Du point de vue de Rabat, la coopération migratoire devrait être associée à des investissements allemands mais l'Allemagne s'est jusqu'à présent montrée réservée à l'égard des accords fondés sur la réciprocité.

Le partenariat migratoire devrait servir à étendre la formation professionnelle via l'ANAPEC – en s'appuyant sur l'intérêt du Maroc pour le système dual allemand. Les programmes de migration circulaire pourraient être élargis. Les dispositifs d'intégration pourraient être accessibles aux rapatriés marocains et aux migrants installés au Maroc, renforçant ainsi la cohésion sociale (Delespesse & Martin-Shields, 2025). Le soutien à la réintégration devrait combiner incitations financières, subventions aux entreprises, programmes psychosociaux et engagement communautaire. Dans le cadre de sa stratégie de mobilité de la main-d'œuvre, l'Allemagne pourrait accroître ses investissements dans les secteurs d'emploi marocains en reconnaissant les sensibilités marocaines et en mettant l'accent sur le bénéfice mutuel, en particulier dans la santé et l'éducation. Une approche interministérielle qui associerait migration, création d'emplois et des aspects techniques tels que les pensions permettrait aux deux pays de faire de la migration un moteur de croissance inclusive.

Axe stratégique n° 4 : la gouvernance pour le bien commun

La pauvreté rurale, les services publics déficients et les inégalités sociales et territoriales sont des

sujets récurrents dans les discours du roi Mohammed VI (roi Mohammed VI, 2025). Les stratégies nationales, à l'instar du Nouveau Modèle de Développement (CSMD, 2021), soulignent l'importance d'une gouvernance plus transparente, efficace et participative pour atteindre ces objectifs. L'attractivité du Maroc pour les investissements étrangers en dépend également directement.

Les institutions marocaines, dont le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) et la Cour des comptes, ont souligné dans quelle mesure la fraude fiscale, l'inefficacité des services publics, le manque de concurrence et les faiblesses du système éducatif limitent les perspectives de développement (CESE, 2019). La croissance économique et l'expansion des marchés publics ouvrent dès lors de nouvelles perspectives pour l'économie de rente, tandis que la lutte contre la corruption régresse et que les institutions réglementaires n'ont qu'un champ d'action limité (OCDE, 2024).

Sur la question de la réforme de la gouvernance, les acteurs étatiques marocains affichent des intérêts complexes et souvent ambigus, alors que les citoyen-e-s et la société civile expriment régulièrement l'urgence d'agir. Les rapports publics critiquent l'économie politique de rente et la corruption, mais les réformes restent limitées. Les personnes interrogées au sein d'institutions de l'État ont souligné la nécessité d'améliorer les conditions de vie et d'alléger la charge administrative quotidienne pour le citoyen moyen. Cependant, des changements majeurs pourraient menacer des intérêts bien ancrés, et les réformes, généralement supervisées par le ministère de l'Intérieur ne les remettent pour la plupart pas fondamentalement en question, ce qui entrave souvent l'efficacité des réformes.

L'Allemagne a tout intérêt à soutenir une gouvernance plus inclusive, transparente et responsable au Maroc. Le recul de la corruption, le renforcement de la sécurité juridique et la transparence accrue des marchés publics conforteraient le climat pour les investisseurs allemands et européens et le risque de scandales dans les chaînes

d'approvisionnement tournées vers l'exportation s'en trouverait atténué.

Plus largement, une gouvernance responsable soutient la stabilité en réduisant le mécontentement social souvent à l'origine de la dynamique migratoire. Pour l'Allemagne, une meilleure gouvernance est synonyme de partenaires plus fiables dans les domaines de l'action climatique, des énergies renouvelables et de la formation professionnelle.

La réforme de la gouvernance peut être envisagée en dépit du système politique centralisé. Les corps intermédiaires et une société civile dynamique constituent des points d'entrée potentiels (Houdret & Furness, 2024). Pour rapprocher les réformes des citoyen-e-s, il est essentiel de renforcer les agents de changement au niveau local. La coopération bilatérale de longue date en matière de gouvernance locale et de gestion de l'environnement fournit une base à une collaboration plus poussée.

Au-delà des autorités centrales, la coopération devrait encore davantage associer la société civile, la recherche et l'éducation, les collectivités locales et les acteurs de réforme du secteur privé. Une telle dynamique favoriserait des réformes inclusives et renforcerait la responsabilité. Une meilleure articulation pourrait être assurée entre la coopération entre villes et les objectifs stratégiques plus généraux. Les collectivités locales par exemple pourraient combiner une administration transparente et inclusive à la collaboration avec la recherche, la formation et l'expertise administrative et ainsi poursuivre des intérêts économiques et écologiques communs.

Sur le plan international, le Maroc et l'Allemagne ont un intérêt commun à coopérer sur les questions mondiales dans un cadre réglementé. À l'échelle continentale, le rôle actif du Maroc au sein d'organisations régionales telles que Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) et l'Union des Conseils Économiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA) offre des possibilités d'encourager le dialogue sur la gouvernance et le développement. Les contributions du Maroc aux initiatives climatiques, au Pacte

mondial des NU pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, aux missions de consolidation de la paix des NU et à l'adoption récente du Traité des NU sur la biodiversité marine représentent des piliers importants sur lesquels les futures actions communes peuvent s'appuyer.

En matière de gouvernance, l'Allemagne devrait privilégier une coopération souple et multiniveaux. À l'échelon stratégique, une évaluation des accords bi- et multilatéraux passés soutenant l'investissement du secteur privé et/ou l'amélioration de la gouvernance pourrait orienter la collaboration future. L'évaluation des partenariats de réforme de l'Allemagne a montré que l'existence de normes démocratiques en matière de bonne gouvernance et d'État de droit était un facteur de réussite majeur mais que ces normes ne devaient pas se limiter à la gouvernance sectorielle (Roxin et al., 2022).

Au niveau international, l'Allemagne et le Maroc pourraient collaborer davantage au sein d'institutions multilatérales telles que l'ONU, le G20 et la Banque africaine de développement sur les questions de gouvernance climatique, de consolidation de la paix, de financement de l'adaptation et d'urbanisation sensible au climat. En combinant l'engagement en faveur de la transparence et de l'inclusivité avec un soutien pragmatique en faveur des priorités marocaines, l'Allemagne peut renforcer la gouvernance selon une approche qui concilie les intérêts à long terme des deux pays et renforce les institutions multilatérales.

Conclusions : une politique de coopération pour un partenariat stratégique

L'Allemagne et le Maroc sont à un tournant de leur relation bilatérale. Le chevauchement des intérêts stratégiques ouvre des perspectives de coopération approfondie, mais les différences de priorités et d'approches exigent de la clarté, de la transparence et des limites bien définies de part et d'autre (tableau 2).

En conclusion, nous suggérons cinq éléments pour un partenariat plus stratégique :

1. **La durabilité et l'équité comme principes directeurs dans tous les projets de coopération.** Les investissements publics et privés devraient contribuer à la création d'emplois, à l'équité régionale, à la protection de l'environnement et à la prévention des pratiques extractivistes. Au niveau des projets, des comités de suivi concernant l'impact social et environnemental constitués de représentant-e-s de la science, des institutions publiques, de la société civile et de la coopération au développement pourraient soutenir un développement socialement inclusif et écologiquement durable.
2. **Investir dans la réforme de la gouvernance en tant qu'atout stratégique.** Une gouvernance plus efficace, transparente et responsable attirerait non seulement les investissements étrangers, mais réduirait également le mécontentement social, renforcerait le leadership régional du Maroc et stabiliserait la croissance à long terme. Ceci inclut la présence d'espaces sûrs et la liberté d'expression et d'information au profit de la société et des organisations de la société civile. La coopération et la confiance établies entre les deux pays offrent une bonne base. L'Allemagne pourrait améliorer sa gouvernance des migrations en facilitant la délivrance de visas et de permis de travail dans le cadre de la migration circulaire.
3. **Centrer le soutien à la protection sociale sur l'équité et la responsabilité.** Les investissements axés sur la lutte contre la pauvreté, l'éducation et les soins de santé doivent reposer sur une évaluation transparente des initiatives existantes, soutenir l'équité et la gouvernance responsable et s'abstenir d'un renforcement des intérêts du secteur privé qui ne servent pas le bien commun. Le financement du système devrait principalement reposer sur la capacité fiscale propre du Maroc, mais l'Allemagne pourrait fournir un conseil politique et technique.
4. **Clarifier les lignes rouges et les priorités en matière de coopération.** Le Maroc exprime clairement la revendication de sa souveraineté, mais une plus grande transparence sur d'autres priorités (p. ex. des conditions acceptables pour

les investissements dans des secteurs sensibles) permettrait de réduire les frictions et de convaincre les partenaires. L'Allemagne devrait maintenir son engagement basé sur les valeurs et reconnaître et adresser le risque de soutenir les disparités croissantes et la marginalisation. Berlin doit fixer des limites claires et être disposée à les défendre même si cela complique la coopération.

5. Des instruments plus diversifiés et novateurs pour la négociation et la collaboration bilatérale. Parallèlement aux négociations gouvernementales, des séances bilatérales de réflexion ciblée, des ateliers sectoriels, des conférences de think tanks, des « journées dédiées au secteur privé » et des réunions de délégués locaux pourraient renforcer la coopération stratégique.

En 2026, les deux pays pourront célébrer 70 ans de relations diplomatiques – un bon moment pour entamer un nouveau chapitre de la coopération bilatérale.

Tableau 2 : Intérêts, opportunités et défis de la coopération germano-marocaine

Catégorie	Intérêts marocains	Intérêts allemands	Opportunités	Défis
Intérêts géo-politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara occidental - Renforcement de l'influence régionale 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité au Maghreb et en Afrique de l'Ouest - Partenariats stratégiques sur la sécurité et la migration 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration en matière de sécurité régionale et de migration - Collaboration plus intense en Afrique - Projets d'investissement et de connectivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des droits du peuple sahraoui - Opposition de l'Algérie - Équilibre entre les processus menés sous l'égide de l'ONU et l'alignement stratégique
Infra-structures & investissements	<ul style="list-style-type: none"> - IDE, prêts concessionnels et investissements de la diaspora - Industrialisation, énergie et infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> - Commerce avec et via le Maroc - Accès aux matières premières - Énergies renouvelables - Production à faibles émissions de carbone 	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements et recherches conjoints (industrie, énergie, transports, eau et infrastructures) - Partenariats transatlantiques et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Déficiences de gouvernance, accaparement des ressources par les élites - Risques environnementaux et sociaux - Besoins ruraux vs mégaprojets urbains
Migration, marchés du travail et formation	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois pour les Marocains, surtout des jeunes - Mise à profit des envois de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> - Main-d'œuvre dans des secteurs clés - Migration légale, rapatriement et migration circulaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à niveau de la formation professionnelle - Extension de la migration circulaire - Intégration des rapatriés, développement d'une base de compétences 	<ul style="list-style-type: none"> - Fuite du personnel qualifié dans des secteurs critiques (p.ex. santé) - Migration irrégulière
La gouvernance pour le bien commun	<ul style="list-style-type: none"> - La légitimité et l'efficacité des services publics et le climat des affaires - Position dans les institutions multilatérales 	<ul style="list-style-type: none"> - Une gouvernance transparente, responsable et inclusive - Stabilité et sécurité de l'environnement d'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque réduit pour les investisseurs - Développement urbain et rural inclusif et durable - Renforcement des capacités du secteur public - Coopération trilatérale en Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des institutions et de l'application de la loi - Corruption et recherche de rentes - Prise de décision centralisée

Références

Ait Ouanna, M. (2024). *Privatisation du secteur de la santé: "Ce déséquilibre entre le public et le privé creuse les inégalités d'accès aux soins"*. Finance News Hebdo.

CESE (Conseil Economique Social et Environnemental. (2019). *Un système fiscal, pilier pour le Nouveau Modèle de Développement. Rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental* (Auto-saisine, 39/2019). CESE 2019.

CESE. (2023). *Les jeunes NEET: Quelles perspectives d'inclusion socio-économique?* CESE.

CSMD (Commission Spéciale sur le le Modèle de Développement). (2021). *Le nouveau modele de developpement. Libérer les énergies et restaurer la confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous. Rapport général*. CSMD. amdie.gov.ma/wp-content/uploads/2023/11/Rapport_General_NMD.pdf

Delespesse, E., & Martin-Shields, C. (2025). *Fostering social cohesion in border contexts: Learning from the experience of host communities and migrants in Casablanca* (IDOS Policy Brief 12/2025). IDOS. <https://doi.org/10.23661/ipb12.2025>

Dadoush, U. & Saoudi, H. (2019). *Inequality in Morocco: An international perspective* (Policy paper, August 2019). Policy Center for the New South.

Houdret, A., & Furness, M. (2024). Intermediary organizations, international cooperation and the changing social contract: Morocco's new development model. *Mediterranean Politics*, 1–26. <https://doi.org/10.1080/13629395.2024.2379736>

King Mohamed VI. (2025). *Discours à la nation à l'occasion de la fête du trône*. Royaume de Maroc. maroc.ma

Klingebiel, S., & Sumner, A. (2025). *Four futures for a global development cooperation system in flux: Policy at the intersection of geopolitics, norm contestation and institutional shift* (IDOS Policy Brief 11/2025). <https://doi.org/10.23661/ipb11.2025>

Roxin, H., Eppler, M., & Heinel, M.-S. (2022). *Evaluation of the cooperation model of reform partnerships. Executive summary*. German Institute for Development Evaluation (DEval).

OCDE. (2024). *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement: Maroc 2024. Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement*. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/e5752331-fr>

Taggart, J. (2025). *The Second Cold War and demise of the Western foreign aid regime*. Second Cold War Observatory. <https://static1.squarespace.com/static/62ab7f2c81773d64db4e11b0/t/67a7edde75e0cc45d7ba06a8/1739058654723/2025.2+Jack+Taggart+Dispatch+Second+Cold+War+Observatory.pdf>

Transparency Maroc. (2023). *Rapport Moral 2023: Adressé à l'Assemblée Générale Ordinaire Élective du 5 avril 2025 à Rabat*. <https://transparencymaroc.ma/wp-content/uploads/2025/04/TM-Rapport-moral-2023-frar.pdf>

La **Dr Annabelle Houdret** est chercheuse principale au département de recherche « Gouvernance environnementale » du German Institute of Development and Sustainability (IDOS) à Bonn.

Email: annabelle.houdret@idos-research.de

Le **Dr Mark Furness** est chercheur principal au département de recherche « Coopération internationale et transnationale » du German Institute of Development and Sustainability (IDOS) à Bonn.

Email: mark.furness@idos-research.de

Le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) bénéficie d'un financement institutionnel du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), établi sur la base d'une résolution du Bundestag allemand, et du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW) en sa qualité de membre de la fondation Johannes-Rau-Forschungsgemeinschaft (JRF).

Suggestion de citation :

Houdret, A., & Furness, M. (2025). *Vers un partenariat stratégique : Le potentiel de la coopération germano-marocaine* (IDOS Policy Brief 24/2025). IDOS. <https://doi.org/10.23661/ipb24.2025.v1.1>

Clause de non-responsabilité :

Les analyses exprimées dans cette publication sont celles des auteur·e·s et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques du German Institute of Development and Sustainability (IDOS).



Sauf indication contraire, cette publication est concédée sous licence Creative Commons Attribution (CC BY 4.0). Vous êtes libre de copier, communiquer et adapter l'œuvre, à condition de créditer le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) et les auteur·e·s.

IDOS Policy Brief / German Institute of Development and Sustainability (IDOS) gGmbH

ISSN (Print) 2751-4455

ISSN (Online) 2751-4463

DOI: <https://doi.org/10.23661/ipb24.2025.v1.1>

© German Institute of Development and Sustainability (IDOS) gGmbH

Tulpenfeld 6, 53113 Bonn

Email: publications@idos-research.de

<https://www.idos-research.de>



Imprimé sur du papier certifié respectueux de l'environnement.